
[Ouest-France - Un débat, quatre thèmes et dix candidats](#)

Le 10-06-2017

[Télécharger ou imprimer au format PDF](#)

Un débat, quatre thèmes et dix candidats

Evrecy — Dix des quinze candidats aux législatives dans la circonscription Vire - Evrecy ont répondu présent au débat organisé mardi, par Ouest-France. L'offre en matière de soins a été abordée.

Législatives 2017

L'entente de la 8^e circonscription de Calvados a été de peu perfurée, qu'il est très hétérogène, du nord au sud. D'une côté, il est marqué par l'absence de l'agglomération caennaise et de son dynamisme, de l'autre, par un mode de vie beaucoup plus rural dans le Bocage, quand bien même Vire fait toujours son office de la économie.

C'est cependant nettement moins vrai aujourd'hui dans le domaine de la santé. A la fermeture de la maternité, en 2013, pourait s'ajouter celle des urgences, en cours depuis plusieurs mois. Tout cela dans un contexte où l'hôpital d'Aunay possède un service de soins dont le fonctionnement est limité à la journée et où les généralistes se raréfient dans le Bocage et la Plaine de Caen.

La santé, une problématique majeure

Hier, dix des quinze candidats qui ont répondu au débat organisé par Ouest-France, à cinq jours du premier tour des législatives, ont été invités à échanger sur cette thématique.

« Une problématique majeure », pour l'ensemble des candidats.

« Oui, le budget de l'hôpital (de Vire) est en très grande difficulté », confesse Alain Tourret (La République en marche). « En matière de santé, le rôle du député doit être celui d'un facilitateur. La construction d'un avenir commun entre public et privé s'impose », insiste le député sortant, en écho à la tentative de regrouper les urgences à la clinique de Vire, tentative pour l'instant avortée.

Pour Évelyne Stin (Divers droite), « il existe une fracture importante entre le Bocage et la Plaine de Caen. Un



De gauche à droite : Évelyne Stin, Pascal Martin, Hubert Ricard, Sylvie Cortès-Aznar, Thomas Gallico, Pascale Georget, Virginie Poirier, Serge Libermann, Yann Yonnet et Alain Tourret.

an pour avoir un rendez-vous chez l'ophtalmologiste ou chez le dentiste, ce n'est pas normal ».

Pôles médicaux

Cette fracture, Hubert Ricard (Union des démocrates et des indépendants - Les Républicains) refuse d'en entendre parler. Pour le maire délégué de Cibrampes-sur-Orne, le problème d'accès aux soins est également valable pour ses administrés. « J'en veux pour preuve la réalisation d'un pôle médical à Saint-Martin-de-Fenouillet, explique-t-il. Pour régler tous ces problèmes, le rôle d'un député est de mettre des gens autour de la table. »

À chaque candidat présent au débat, d'y aller de sa solution ou de sa

vision. « Il faut enlever la taxe d'habitation aux résidents qui visent à s'installer à la campagne durant cinq ans, augmenter le nombre de classes à l'initiation du nombre de personnes à pouvoir exercer le métier de médecin », suggère Thomas Gallico (Debout La France). Un numéro clévisé « qu'il faut régionaliser », appuie Hubert Ricard.

« Les pôles médicaux sont une bonne idée mais insuffisants, fait Pascal Martin (Sans étiquette), médecin libéral à Vire et membre du conseil de surveillance de l'hôpital. Nous fonctionnons avec un groupement hospitalier qui couvre Vire, Flers, La Ferté-Macé et Domfront. Mais il n'est pas possible d'avoir à faire trois

quarts d'heure de route, de Vire à Flers, pour se faire soigner. J'étais favorable à une mutualisation public-privé, mais cela ne s'est pas fait. »

Pour les autres candidats, tout est affaire de moyens alloués au domaine de la santé. Virginie Poirier (Parti communiste français) estime à ce titre que « nos concitoyens sont maltraités ». Pascale Georget évoque « un système de santé à deux vitesses, un pour les riches, un autre pour les pauvres ». Yann Yonnet (Parti de la démocratisation) souligne que « les forces de l'argent s'interviennent plus dans ce domaine ».

Benoit LASCOUX.

Tous derrière les agriculteurs

« Aujourd'hui, les agriculteurs se lèvent tôt pour perdre le moins possible », insiste Hubert Ricard (UDI - LR). « En fait pas normal que des gens travaillent 78 heures par semaine et ne gagnent rien », renchérit Pascal Martin (SE). « Les agriculteurs sont dans une impasse terrible », ajoute Thomas Gallico (LFI).

Voilà une vision sur laquelle tous les candidats se rejoignent quand ils abordent les difficultés rencontrées par les agriculteurs, et plus particulièrement sur le territoire de la 8^e circonscription de Calvados (Vire - Evrecy). Ce mardi, lors du débat organisé par Ouest-France, à l'aube du 1^{er} tour de l'élection législative, ils ont tous réaffirmé l'importance de soutenir un secteur en pleine souffrance.

« Mais avant d'évoquer des solutions, il faut appeler les causes, insiste Pascale Georget (LO). A savoir l'organisation capitaliste de la société basée sur le profit et la rentabilité, qui ne laisse pas de place aux

petits. »

Pour Sylvie Cortès-Aznar (EELV), « tout cela est lié au coût du travail. L'Etat doit baisser les charges sociales ». Un point de vue partagé par Évelyne Stin (DVG) qui ajoute : « Il faut moderniser les exploitations et retrouver de nouveaux de proximité en créant des Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne (AMAP) ».

Pour sa part, Serge Libermann (NRC) souhaite « voir imposer une taxe sur les produits qui rentrent (importés) pour éviter une concurrence déloyale ». Une solution « simple » pour Yann Yonnet (Pardem) : « Les prix doivent être faits par l'Etat pour garantir une marge qui doit permettre de vivre correctement. »

Alain Tourret (LRDM) s'est posé, lui, un grand dilemme de la formation : « Un lycée agricole de Vire ». Un agriculteur « propre » et « biologique » semble être un jardin potager par tous.

Benoit LASCOUX.



Hubert Ricard



Sylvie Cortès-Aznar

La recomposition politique en débat

Une gauche très affaiblie, une droite et un centre éparpillés, un Front national en forte progression et un député sortant candidat à sa succession avec l'étiquette de La République en marche. Les conséquences de ce séisme politique provoqué par l'élection présidentielle semblent concernées dans la 8^e circonscription Vire-Evrecy. Où se situent les candidats à l'heure de la récomposition politique ?

« La PS et Les Républicains ont disparu de la carte politique, selon Pascal Martin (DVG). Cela signifie que la fracture politique se situe désormais entre les extrêmes et les républicains de droite et de gauche, dont je suis. Il faut travailler ensemble et construire de façon pragmatique. »



Pascal Martin



Thomas Gallico

Plus les jours passent, plus les candidats « macronistes » de cœur se de croient nombreux. Alain Tourret (LRDM, sortant PRG-PS), a fait le choix « de participer à la réunion de tous les progressistes autour d'Emmanuel Macron. Je suis là pour que tout son programme soit appliqué à l'Assemblée nationale. »

Également attaqué par Thomas Gallico (DVG) sur ses indécisions, il n'a pas dévié.

Ex-Républicain, Pascal Martin se situe sur une ligne toute proche : « Le Premier ministre a été porté par le peuple. Il est de fait dans la majorité présidentielle et je me mets dans son sillage. »



Yann Yonnet



Serge Libermann

Hubert Ricard (UDHUR, LR), maintient les choses : « Je suis du centre droit et je suis à l'habitat. Allergique à la pensée unique, je suis aussi capable d'être dans une opposition constructive. »

Il y a d'autres candidats que le nou-

veau paysage ne bouleverse pas. « Si le clivage gauche-droite a bien disparu, Yann Yonnet (Pardem) craint qu'avec Macron, ce soit En marche amène ! »

En l'absence de candidat de la France insoumise, Virginie Poirier pour le PCF et Pascale Georget pour Lutte ouvrière n'ont pas non plus venu dans leurs propositions. Pour elle,

« la révolution macroniste » n'a rien changé. « La lutte des classes » et « la vraie gauche » sont toujours au programme.

Sebastien BRÉTEAU.



Des dix quinze candidats ont répondu à l'initiative de Ouest-France.

Du Bocage à la Plaine, la même attractivité ?

Routes, transports, développement économique, accès aux nouvelles technologies, services publics... Autant de domaines qui participent à l'attractivité du territoire. Mais comment donner la même chance et les mêmes opportunités à tout le monde, des vallées du Bocage vivrais au périurbain de Caen ?

De nombreux candidats présents autour de la table sont d'accord pour dire, comme Évelyne Stin, que « cette circonscription recouvre plusieurs réalités. De part et d'autre d'Evrecy, le territoire n'est pas le même ».

À Vire où le chômage est le plus faible de Normandie (27 %), on travaille « souvent avec de l'argent public donné aux entreprises », déplore Pascale Georget, mais on n'y habite pas. C'est le territoire local qu'Yann Yonnet explique à sa manière : « Comment imaginer une égalité de traitement entre les territoires quand on a cassé les grandes entreprises publiques ? » Pour lui, « les emplois créés ont été remplacés par des emplois qui rapportent. Ça ne peut pas marcher ».



Alain Tourret



Virginie Poirier

Alors que Virginie Poirier attend « toujours la réindustrialisation du site Honeywell de Condé-sur-Noireau, promis par le ministre Macron » en 2015, d'autres espèrent encore un désenclavement du Bocage vivrais par la route. « Les autoroutes ? Vous n'avez pas de solutions nouvelles à proposer ? », lance l'écologiste Sylvie Cortès-Aznar à Pascal Martin, qui imagine réaffecter Vire à l'ADP.

Alain Tourret reconnaît les faiblesses du Bocage vivrais « en matière de services publics, de formations plus



Pascale Georget



Évelyne Stin

premier tour, organisé hier en début d'après-midi à notre rédaction de Vire. Dix sont venus.

Paraplégique, Chantal Beaucloux a indiqué que nos locaux n'étaient pas adaptés à son fauteuil roulant. Bruno Hineut, qui avait confirmé sa présence, s'est excusé sans donner d'explication. Enfin Paul Demelliers, Audrey Malouin-Stromberg et Jean-Philippe Roy n'ont pas répondu.



Les candidats présents ont débattu de quatre thèmes : la recomposition politique, l'attractivité du territoire, l'offre de soins et l'agriculture.

Ouest-France fait vivre le débat

Les médias audiovisuels (Médias en et radio) sont soumis à des contraintes légales durant la campagne électorale, notamment l'égalité de temps de parole. Ces obligations ne concernent pas la presse écrite.

Notre journal s'efforce cependant d'animer le débat démocratique en appliquant une égalité de traitement entre les candidats. Nous avons ainsi invité les quinze candidats de cette 8^e circonscription à se débattre d'avant

soinnes. Aujourd'hui, on leur demande si Internet fonctionne. « Le Vireois Pascal Martin renchérit : Emmanuel Macron a dit que tout irait mieux dans cinq ans. Si je suis élu, j'y veillerai. »

Sebastien BRÉTEAU.

- [Se connecter](#) ou [s'inscrire](#) pour poster un commentaire